

Consulter un avocat en ligne

Description

Un avocat est un juriste de formation ayant pour **principale mission de représenter** légalement son client. L'avocat a aussi pour mission de le **conseiller** dans de nombreuses tâches comme l'éclairer sur les mentions légales, la rédaction de son testament ou des conditions générales de vente par exemple. La profession d'avocat est **encadrée par le [Règlement Intérieur National](#)**. En général, pour faire appel à un avocat, il faut se déplacer à son cabinet. Cependant, grâce à **Internet**, il est aujourd'hui possible de faire appel à un **avocat en ligne**. L'internaute a ainsi le choix entre un **avocat généraliste** ou un **avocat spécialisé** comme un [avocat pénaliste](#), un [avocat en droit de la fonction publique](#) ou encore un [avocat du droit des étrangers](#).

[Contactez gratuitement un avocat](#)

Comment consulter un avocat en ligne ?

Aujourd'hui, de nombreux **sites internet spécialisés** mettent à disposition des méthodes pour consulter un avocat en ligne. Comme l'objectif est de faciliter au maximum les démarches de recherche d'un avocat, certains sites n'hésitent pas à proposer des avocats **joignables 24h/24 7j/7**. Cette nouvelle technique a l'avantage d'être **moins chronophage et moins onéreuse**. Certains sites affichent les **tarifs de consultation, dissociables des honoraires** de l'avocat établis via la [convention d'honoraires](#).

De prime abord, on pourrait **croire que** les services d'un avocat en ligne ne sont **pas efficaces**. Cependant, c'est tout à fait le contraire. Ce type de professionnel assure un véritable **suivi de dossier** en plus de proposer des consultations et des conseils à des prix très raisonnables. Entre autres, il peut se charger de **modifier les statuts** d'une SARL, **prendre en charge les procédures et les documents** relatifs au PACS ou encore **assister son client** en cas de plainte pour violation du droit à l'image.

La consultation d'avocats spécialisés via des sites spécialisés

Il existe des sites spécialisés dans la mise en relation entre l'internaute et un avocat

spécialiste. À titre illustratif, on peut citer le site wengo.fr ou juritravail.com. Ces portails internet dressent une liste d'avocats spécialistes dans leur domaine, comme l'[avocat en droit immobilier](#), l'avocat en droit des successions, l'[avocat fiscaliste](#) ou encore l'[avocat spécialisé dans le divorce](#) pour donner un large choix à l'internaute. En général, les avocats présents sur ces plateformes sont notés par leurs anciens clients, une note qui varie **entre 1 étoile et 5 étoiles**. Cette note correspond à leur efficacité dans le traitement de leurs anciens dossiers.

À noter : il est strictement impossible de procéder au [divorce sans avocat](#).

Il faut préciser que dans **certains cas**, le **tarif** pour la consultation **dépend de la note de l'avocat**. Par exemple, un avocat noté 2 étoiles peut proposer une prestation moins coûteuse par rapport à un autre avocat noté 4 étoiles ou 5 étoiles.

La consultation d'un avocat par téléphone

Il n'est pas rare de trouver des sites spécialisés dans le Droit mettre à disposition de l'internaute les **numéros de téléphone des avocats** qui travaillent avec eux. De manière générale, ces avocats sont d'éminents spécialistes dans leur domaine respectif. Ils peuvent ainsi **prodiguer des conseils et des solutions** pour chaque problème. Dans la majorité des cas, la consultation d'un avocat **par téléphone ne coûte pas cher**. En effet, le tarif pour ce type de service s'élève à **3 € en moyenne par minute**.

La **durée minimum conseillée** pour une consultation par téléphone avec l'avocat **est de 11 minutes**. Il s'agit de la base pour expliquer la situation à l'avocat afin que ce dernier donne des conseils pertinents. À titre illustratif, pendant cette période, l'avocat en ligne peut **expliquer** clairement à son client **les procédures** si ce dernier compte établir un contrat de cession de marque, pour avoir une marque déposée, ou s'il a reçu une injonction de payer.

Cependant, selon la complexité de l'affaire ou du problème, il est possible que l'appel dure plus longtemps.

La consultation d'un avocat par mail ou par tchat

Certains sites internet mettent en place des **systèmes de tchat et de messagerie** pour que les internautes communiquent plus facilement avec un avocat. Pour cette méthode, il suffit de se **connecter sur le site internet et de s'abonner**. Une fois le premier message envoyé, il faut compter **quelques minutes pour avoir une réponse**.

. Par la suite, les deux parties peuvent échanger autant de fois qu'elles le souhaitent jusqu'à ce que l'internaute soit satisfait des solutions avancées par l'homme de loi. Le **tarif pour une consultation par mail d'un avocat est d'environ 40 €**.

Avocats en ligne : les différentes spécialités

Par définition, un avocat spécialiste possède des **connaissances spécifiques dans un domaine précis**. Pour attester de la spécialisation d'un avocat dans une branche précise du Droit, un **certificat de spécialisation** lui est délivré par le Conseil National des Barreaux après sa réussite à un examen pratique. Il existe autant de spécialisations que de branches du Droit.

Spécialisation en Droit de l'arbitrage

L'arbitrage est une **procédure alternative de jugement** où les parties ne font pas appel au juge étatique. En effet, les parties en litige font appel à un **arbitre** (obligatoirement de nombre impair). Dans la majorité des cas, l'arbitrage a lieu en cas de litige entre **deux parties qui ne sont pas issues du même système juridique** (de nationalités différentes). L'avocat **spécialiste en Droit de l'arbitrage** a ainsi pour mission de représenter son client et de l'assister dans toutes les procédures judiciaires liées à l'arbitrage du litige.

Spécialisation en Droit commercial des affaires et de la concurrence

L'[avocat spécialiste des affaires](#), droit commercial et de la concurrence se doit de défendre les intérêts de son client si le **litige est d'ordre commercial**. Dans la majorité des cas, le client en question peut être un particulier ou une société.

Spécialisation en Droit de la famille, des personnes et de leur patrimoine

L'avocat **spécialiste en Droit de la famille**, des personnes et de leur patrimoine est habilité à donner des **conseils** dès lors qu'une **entorse au Code civil** se produit. À titre illustratif, il est apte à conseiller en matière de **divorce**, d'**adoption** ou encore en matière de **Droit à l'image**.

Spécialisation en Droit des nouvelles technologies, de l'informatique et de la communication

Un **avocat spécialiste en TIC** se doit de se mettre à jour régulièrement, compte tenu de la nature très changeante des **nouvelles technologies**. Entre autres, l'avocat spécialiste en TIC peut donner des conseils et d'éventuelles recommandations pour l'amélioration de la protection des données personnelles, ou encore en matière d'e-commerce et de cybersécurité.

Spécialisation en Droit pénal

L'avocat **spécialiste en Droit pénal** se doit de **protéger** les intérêts de son client dès lors qu'une infraction prévue par le Code pénal a lieu. À titre illustratif, on peut citer, le vol, les coups et blessures ou encore le meurtre.

Spécialisation en Droit du travail

L'[avocat spécialiste en Droit du travail](#) défend les intérêts de l'employé ou de l'employeur si une infraction prévue dans le Code du travail est commise par l'une ou l'autre partie. Dans cette situation, l'avocat se doit de **défendre** son client au Conseil de Prud'hommes.

Spécialisation en Droit du sport

L'avocat **spécialiste en Droit du sport** est un professionnel qui **représente** les intérêts de son client auprès des tribunaux ou des instances sportives. Son rôle est différent de l'agent sportif dans la mesure où ce dernier s'occupe exclusivement des affaires financières du sportif.

Spécialisation en Droit fiscal

Le droit fiscal régit les dispositions relatives aux impôts. Dans cette optique, l'avocat spécialiste en Droit fiscal, aussi appelé **avocat fiscaliste**, s'occupe de **trouver des solutions liées aux déclarations d'impôts ou à leurs règlements**. De plus, l'avocat fiscaliste est en mesure de donner des conseils à l'entrepreneur qui souhaite monter une affaire, notamment au niveau du régime fiscal à adopter.

Spécialisation en Droit de la propriété intellectuelle

L'avocat spécialiste en **Droit de la propriété intellectuelle** est compétent dès lors qu'il s'agit d'une affaire liée aux **droits d'auteurs** ou à la **propriété industrielle** (brevets d'invention, dessins industriels, marques, nom commercial, etc.)

Spécialisation en droit de l'immobilier et de la construction

L'avocat **spécialiste en Droit de l'immobilier et de la construction** se charge de donner des **conseils** ou de **représenter** son client dès lors qu'un litige lié à certains domaines se produit. Il peut s'agir :

- de la **construction** ;
- de l'**urbanisme** ;
- de la **copropriété**.

Spécialisation en Droit des sociétés

L'avocat **spécialiste en Droit des sociétés** conseille l'entreprise sur les procédures à respecter pour qu'elle n'enfreigne pas la loi. De ce fait, l'avocat spécialiste en Droit des sociétés peut **éclairer sur des sujets** comme l'augmentation de capital, la fusion d'une société avec une autre, la cession des actions de la société ou encore le changement de statut de la société. Il arrive aussi que l'avocat spécialiste en Droit des sociétés rédige tous les actes de la société en question.

Pourquoi et comment un avocat en ligne peut-il vous aider dans votre problématique ?

Aujourd'hui, les avocats en ligne sont **de plus en plus sollicités** non seulement pour leurs **compétences**, mais aussi pour les **avantages** offerts par ce type de service. Dans certains cas, en rapport avec la complexité du problème, il arrive que le client et l'avocat en ligne prennent **rendez-vous pour un échange en face à face**.

Un traitement rapide des dossiers

Dans les **cabinets d'avocats**, les dossiers sont officiellement traités par **ordre de priorité**. De ce fait, si les avocats jugent qu'une affaire est moins importante qu'une autre, elle est passée en second plan. Cependant, **l'avocat en ligne apporte le même degré d'importance à tous les dossiers**.

Un suivi quotidien des dossiers

Avocat en cabinet ou avocat en ligne, la **conscience professionnelle des avocats** leur impose de suivre quotidiennement les dossiers qu'ils traitent. Même s'ils ont une **obligation de moyens**, les avocats en ligne se doivent de mettre à contribution toutes les ressources dont ils disposent pour trouver une solution à un problème donné. Dans certains cas, les avocats en ligne n'hésitent pas à **engager d'autres conseillers juridiques** pour trouver des solutions plus pertinentes aux problématiques.

Une expertise à moindre coût

Il est vrai que les **honoraires d'un avocat spécialiste sont plus élevés** par rapport à ceux d'un avocat généraliste, surtout s'il exerce dans un cabinet. L'avocat en ligne, quant à lui, propose ses services **à des tarifs plus accessibles**, même s'il s'agit d'un spécialiste. De ce fait, il est nettement **plus avantageux de faire appel à un avocat en ligne** que de recourir aux services d'un cabinet d'avocats.

Avocat en ligne : profession très réglementée

La profession d'avocat est réglementée par **le Règlement Intérieur National ou RIN**. Cependant, avec la multiplication des prestations en ligne des avocats, de **nouvelles réglementations** ont vu le jour pour **éviter un vide juridique** ou un **flou juridique** autour de la profession. C'est dans cette optique que les textes officiels ont été mis à jour. En effet, l'article 19 du Règlement Intérieur National est consacré aux dispositions relatives aux prestations juridiques en ligne. Il s'agit d'un article ajouté au texte de base en janvier 2016 et publié dans le Journal Officiel en avril 2017.

Ainsi, d'après l'article 19.1 du Règlement intérieur National, une **prestation juridique** réalisée par un avocat **par le biais de moyens de communication électronique** suppose qu'il existe une plateforme dédiée à ce genre de prestation. Ainsi, un avocat

qui offre **ce genre de service à titre habituel doit être référencé par le site** en question à l'aide de liens hypertextes menant à son profil. Dans le cas où la **plateforme juridique en ligne** ne respecte pas la **charte éthique et déontologique** régissant la profession d'avocat, ce dernier est en droit de rompre toute collaboration avec le site en question et d'informer l'Ordre des avocats de la situation.

Les obligations de l'avocat en ligne

Comme pour les avocats établis dans des cabinets, les avocats en ligne ont eux aussi des obligations.

La confidentialité et le secret professionnel

L'avocat en ligne a une **obligation de confidentialité** envers ses clients. En d'autres termes, l'avocat en ligne est serti du secret professionnel qui lui impose de **ne pas divulguer les détails de l'affaire** du client à **des tierces** personnes. En effet, il se doit de garder le silence absolu pour ne pas enfreindre le code de déontologie de sa profession.

L'obligation d'information de conseil et de diligence

L'avocat en ligne a le **devoir d'informer son client** de la complexité de son affaire et des solutions qui sont applicables pour la résoudre. Les parties échangent ainsi sur les **chances de succès** de l'affaire. Une fois les conditions acceptées par les deux parties, l'avocat en ligne se doit de suivre régulièrement l'avancée du dossier de son client et de le tenir au courant.

Le paiement de l'avocat en ligne

Les **modalités de paiement** de l'avocat en ligne sont prévues par l'**article 19.4.1 du Règlement Intérieur National**. Ainsi, un avocat entreprenant l'élaboration et contribuant à l'exploitation d'une plateforme juridique en ligne est en droit de **proposer directement ses tarifs** aux éventuels clients. L'avocat en ligne est également en droit de se faire rémunérer par le biais des banques en ligne pour un **paiement électronique** du moment que l'établissement choisi assure l'identification du client et que le paiement est sécurisé.

Il est à noter que dans le cas où l'avocat est inscrit sur une plateforme juridique en ligne, **les tarifs de consultation sont réglés par la plateforme en ligne et non par l'avocat**

. Les **honoraires sont fixés après** consultation si l'affaire requiert un suivi au-delà de la simple consultation. Cette modalité est prévue par l'**article 19.4.2 du Règlement Intérieur National**. Ainsi d'après cet article, un avocat n'ayant **pas créé la plateforme** juridique en ligne, mais qui y **est inscrit pour des prestations forfaitaires**, doit **contribuer au paiement du site** en question à titre de frais de fonctionnement. Il existe alors une **distinction entre les honoraires de l'avocat payés** par le client et les **frais de fonctionnement** du site payés par l'avocat.

En savoir plus sur le métier d'avocat :

- [Avocat à la cour : Quel est son rôle ?](#)
- [Combien coûte un avocat ?](#)
- [Avocat en cour de cassation](#)
- [Avocat gratuit : Est-ce possible ?](#)
- [Divorce sans avocat : Est-ce possible ?](#)
- [Convention d'honoraires d'avocat : Guide complet](#)
- [Honoraire d'avocat : Guide complet](#)
- [Faire appel à un avocat après un accident de la route](#)
- [Avocat commis d'office : comment ça marche](#)